



2001: Les points chauds de la planète

Pages 4 et 5

Russie: le «gourdin» Poutine

Page 3

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 6 JANVIER 2001

Après avoir observé une trêve de 14 mois, l'organisation terroriste basque ETA a relancé en 2000 la terrible campagne d'attentats, de chantage et d'assassinats qu'elle poursuit depuis 30 ans. Des millions d'Espagnols et de Basques ont dénoncé cette violence injustifiable. *La Presse* s'est rendue dernièrement dans cette région autonome située au nord du royaume espagnol pour recueillir les témoignages de ceux qui sont directement aux prises avec cette campagne de terreur. Voici la première tranche de notre reportage.

Le double combat des Basques: langue et souveraineté



GILLES PAQUIN

AU PAYS BASQUE

SAM	1 > L'identité nationale
DIM	2 > La peur au ventre
LUN	3 > Bilbao renaît

BILBAO – On se croit parfois au Québec lorsqu'on entend les Basques discuter de politique. Pour certains, leur statut actuel n'est qu'un pis-aller en attendant la souveraineté; pour d'autres, ce projet est une chimère.

Le «problème basque» est d'ailleurs tout aussi incompréhensible pour l'Espagne que la «question du Québec» peut l'être pour le Canada anglais. Dans les deux cas, le débat sur l'identité nationale se poursuit de génération en génération.

Mais les choses ont changé depuis 20 ans. Les Basques ont maintenant un gouvernement autonome, un système d'éducation particulier, un régime fiscal différent et même une police nationale, l'«Ertzaintza», mais ils ne sont toujours pas satisfaits.

«Les Basques continueront de revendiquer tant que l'État espagnol n'aura pas reconnu le droit de notre peuple à l'autodétermination. Ils ont suivi le référendum au Québec et ils aimeraient bien pouvoir en faire autant», dit le maire indépendantiste de Mondragon, Xabier Zubizarreta.

Le gouvernement au pouvoir dans la Communauté autonome basque, le Parti nationaliste basque (PNV), a été fondé pour faire l'indépendance mais, en attendant l'heure propice, il se bat avec le pouvoir central au sujet du partage des compétences. Il veut plus d'autonomie et dénonce les ingérences de Madrid.

La réforme de la Constitution espagnole, adoptée en 1979, reconnaît l'autonomie du Pays basque et sa langue qui avait été inter-

dite pendant 40 ans sous la dictature. La légitimité de la loi fondamentale espagnole est cependant contestée par les Basques parce que plus de la moitié d'entre eux ont boycotté le référendum constitutionnel.

Comme les Québécois, les Basques s'entendent cependant sur la défense et à la protection de leur culture. Ils ont même adopté des mesures pour imposer leur langue, l'euskera, dans l'administration publique, l'éducation et l'affichage.

Si les Québécois sont presque seuls à parler français en Amérique, ils partagent tout de même leur langue avec plus de 120 millions de francophones dans le monde. Les Basques, eux, sont seuls à employer l'euskera et seulement 27% peuvent le parler couramment.

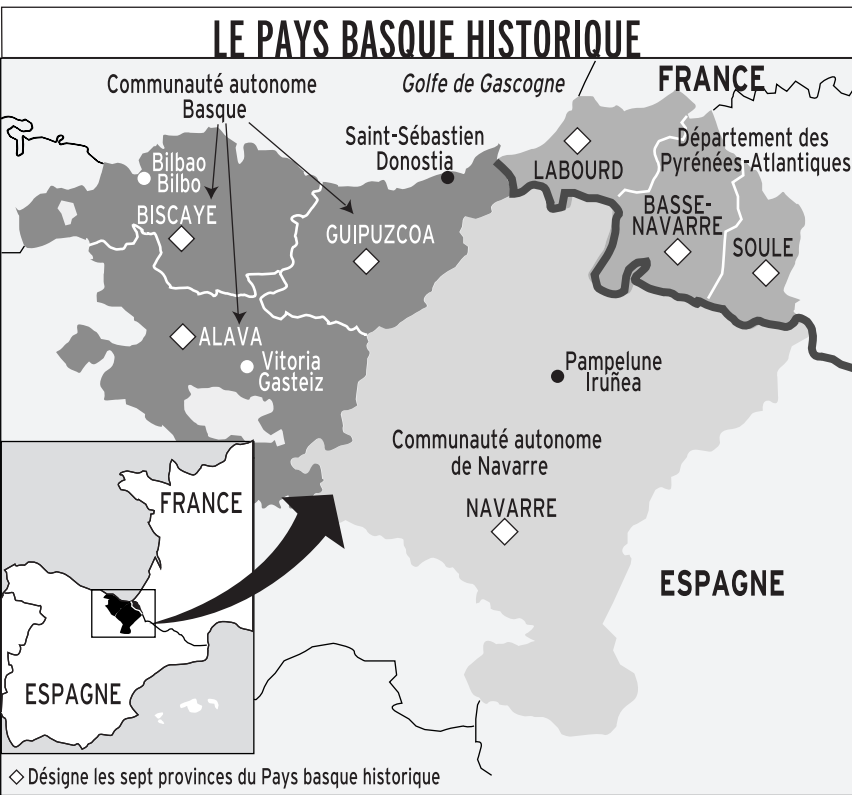
Bilbao, leur métropole économique, a connu des années aussi difficiles que Montréal lorsque ses industries lourdes ont fait naufrage il y a une vingtaine d'années. La situation économique de la ville s'est redressée depuis, grâce à la croissance des technologies de pointe, du secteur des services et de son port dynamique.

La ville de Mondragon, accrochée aux montagnes, pourrait se comparer à la Beauce par la vigueur de ses entreprises. Elle est également le siège de coopératives de crédit, de consommation et de production qui ont essaimé dans toute l'Espagne et même à l'étranger. Mieux encore, le taux de chômage a été réduit à néant dans ces vallées.

Avec 5% de la population espagnole, le Pays basque produit, entre autres, 30% des automobiles, 35% des appareils ménagers, 42% des pâtes et papiers, 10% des produits électroniques et d'informatique et 80% des machines-outils.

Un problème complexe

En fait, même si son territoire est d'une étendue comparable à celui des Cantons-de-l'Est, le Pays basque est à l'Espagne ce que Montréal est au Québec: un moteur économique.



◇ Désigne les sept provinces du Pays basque historique

Là s'arrête le parallèle. Le problème politique basque est nettement plus complexe. Le «Pays basque virtuel» est traversé par une frontière internationale: 270 000 Basques vivent au nord, du côté français, et 2,8 millions au sud, du côté espagnol.

En outre, les trois «provinces historiques» des Basques en France — le Labourd, la Soule et la Basse-Navarre — font maintenant partie du département des Pyrénées-Atlantiques. Un regroupement contesté par les nationalistes qui réclament la création d'un département basque où ils seraient majoritaires.

En Espagne, trois des quatre provinces historiques — la Biscaye, l'Alava et le Guipuzcoa — se sont réunies pour former la Communauté autonome du Pays basque avec 2,1 millions d'habitants. La quatrième, la Navarre, a décidé de faire cavalier seul.

Le rêve des indépendantistes est de réunir un jour ces sept provinces historiques basques en un seul État souverain d'Euskadi. Certains, comme l'ETA, estiment que la seule façon d'exercer leur droit à l'autodéter-

mination est de forcer la main à Madrid et à Paris. D'autres, comme les partis nationalistes modérés, pensent y parvenir démocratiquement avec l'élargissement d'une Europe plus fédérale.

En septembre 1998, à Lizarra en Navarre, les deux courants politiques signent un accord qui doit mettre fin à la violence. Le Parti nationaliste basque accepte de gouverner avec Euskal Herriarrok, la vitrine légale de l'ETA, moyennant quoi le groupe armé cesse tout attentat.

La presse espagnole et les partis politiques se déchangent aussitôt contre «l'entrée des terroristes au gouvernement». Les négociations entre Madrid et l'ETA ne mènent nulle part, la trêve est rompue 14 mois plus tard. La violence recommence alors, encore plus féroce qu'auparavant.

«Ils n'avaient jamais vraiment arrêté parce que la *kale borroka* (la lutte de rue) continuait. Ils ne nous tuaient plus, mais ils ne nous laissaient pas vivre», dit une conseillère municipale de San Sebastian, Maria San Gil.

L'ETA aime comparer son action à celle des Irlandais, mais pour le recteur de l'Université du Pays basque, Manu Montero, tout ce que les deux ont en commun est la nécessité d'engager un dialogue. La comparaison est boiteuse quant à la situation politique.

«En Irlande du Nord, le problème était relativement simple à définir, mais ici c'est plus complexe. Ce que veulent les Basques n'est pas clair. Seuls 18% d'entre eux ont voté pour le parti indépendantiste Euskal Herriarrok et les Navarrais sont encore moins favorables», dit M. Montero.

Pour sa part, le PNV ne tient pas du tout à faire un référendum sur l'autodétermination. Avec le déferlement de la violence, la seule question qui intéresse vraiment les Basques, c'est de savoir comment ils peuvent retrouver la paix.



L'ETA, la plus ancienne organisation terroriste d'Europe

GILLES PAQUIN

BILBAO — L'organisation terroriste basque ETA semblait décapitée en septembre dernier quand la police a multiplié les arrestations parmi ses dirigeants, mais il n'en est rien. L'ETA tue encore où elle veut et quand elle veut.

Le mouvement Euskadi Ta Askatasuna (ETA, Patrie basque et liberté) est né en 1959 lorsqu'un groupe d'étudiants a quitté le Parti nationaliste basque pour dénoncer son conservatisme.

Un ancien de l'ETA, Theo Uriarte, a raconté à *La Presse* que l'organisation ne comptait que 12 membres lorsqu'il a joint ses rangs, en 1964. Des étudiants aux

idéaux gauchistes qui se bernaient à peindre des graffitis et à profaner des monuments à la gloire du dictateur Franco.

L'ETA a tué pour la première fois en 1968 lorsque la garde civile a tenté d'arrêter deux de ses membres qui avaient été repérés lors d'une manifestation. Un policier est mort au cours de l'affrontement et ses collègues ont plus tard tué les deux membres de l'ETA.

Les dirigeants de l'ETA ont alors décidé d'assassiner le chef de la police de San Sebastian. C'est comme ça que la spirale a commencé, a expliqué Uriarte. Lorsque Franco est mort, en 1975, l'Espagne s'est engagée sur la voie de la démocratisation et plusieurs membres de l'ETA ont par la suite renoncé à la lutte armée.

Les membres les plus radicaux de l'organisation ont tout de même continué à s'en prendre aux forces de sécurité espagnoles, aux dirigeants d'entreprises qui refusent de payer «l'impôt révolutionnaire» et à tous ceux qu'ils jugent opposés à l'indépendance du Pays basque.

Un parti politique, Herri Batasuna, a été créé en 1978 pour devenir la vitrine légale et le porte-voix de l'ETA dans les conseils municipaux, les gouvernements provinciaux et le Parlement basque. Pour les campagnes électorales, il a maintenant pris le nom de Euskal Herriarrok.

Personne ne sait exactement combien de membres compte aujourd'hui l'ETA, mais il est clair que l'organisation armée ne pourrait survivre sans le soutien et la complai-

sance de milliers de Basques. Lors des dernières élections législatives, Euskal Herriarrok a obtenu 18% des voix.

Même s'ils sont opposés à la violence, de nombreux Basques avouent qu'ils ne fermeront jamais leur porte à un patriote qui a besoin d'aide. Pour toute une génération de jeunes, les membres de l'ETA ne sont pas seulement des patriotes, mais des héros.

C'est contre cette perception que luttent les mouvements pacifistes et démocratiques basques. Pour eux, l'ETA est plus simplement un mouvement fasciste qui tente d'imposer ses idées politiques par la force.

DEMAIN: La peur au ventre

Le film tient l'affiche dans les cinémas de Téhéran. Plutôt mauvais, il trace néanmoins un portrait sans ménagement de l'Iran d'aujourd'hui. Le pays des mollahs, constate notre correspondant Fred A. Reed, est en perte de repères. Des milliers de jeunes gens désœuvrés ressentent un profond désarroi, laissant planer la menace d'agitation sociale.

La loi du chauffard

MARC CARNEGIE
Agence France-Presse

TÉHÉRAN — Lorsqu'un chauffeur de taxi iranien rate la sortie que vous lui avez demandée, une seule règle s'applique : reprendre l'autoroute bondée à toute vitesse... en marche arrière. En Iran, la conduite a un point commun avec la politique : seuls les plus forts gagnent.

Bloqué en pleine circulation sur les boulevards surpeuplés de Téhéran ? Rien de plus facile pour s'en échapper : manoeuvrer et prendre la direction inverse en tentant d'éviter de se faire écraser par un bus. Fini les signaux et autres règles de conduite. Une seule loi est de vigueur et tout automobiliste téhéranais sait que seuls les plus forts survivent. « La première chose que je dis à mes étudiants est : soyez intelligents, n'ayez pas peur et ne vous arrêtez pas », affirme un instructeur d'auto-école, Bita Jafari.

Depuis dix ans qu'il enseigne les us et coutumes de la route téhéranaise, Bita Jafari a une théorie infallible : « Si vous vous arrêtez, vous êtes perdus. Le but est d'effrayer l'autre pour qu'il s'arrête. »

Selon des statistiques, on compte environ 250 000 accidents par an pour trois millions de voitures sur les routes. Mais le nombre des véhicules ne peut à lui seul justifier les comportements des automobilistes pour lesquels la différence entre le rouge et le vert n'est que pour les yeux. « J'ai voyagé dans beaucoup de mégapoles où la circulation est vraiment anarchique comme au Caire ou à Bangkok, mais Téhéran ! J'ai jamais vu ça », lance un homme d'affaires britannique.

Les explications divergent quant aux raisons de cette conduite. Certains y voient l'influence de la situation politique. « Il ne faut pas oublier qu'il est plus facile de contrôler lorsque la population est dans une situation de chaos. Il y a eu une bataille à couteaux tirés avec le gouvernement au sujet du contrôle de la circulation à Téhéran », rappelle un enseignant voulant rester anonyme, en faisant référence à un plan destiné à mettre de l'ordre dans la circulation de Téhéran qui a échoué en 1999.

L'armée, contrôlée par les conservateurs, s'était vivement opposée à un projet visant à lui retirer l'autorité de la police des routes de la capitale iranienne pour l'attribuer à la mairie de Téhéran, dominée par les réformateurs. L'armée avait invoqué que ses prérogatives ne pouvaient lui être retirées qu'avec l'accord du Guide de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei.

Certains assurent que la circulation est aussi mauvaise qu'avant la révolution de 1979 et d'autres affirment que celle-ci a conduit au chaos sur les routes du fait de la liberté de conduite que s'est donnée la population après le régime du Chah. Mais pour Taghi Bassiri, chauffeur de taxi à Téhéran, la conduite en Iran n'est que le reflet de la personnalité de ses habitants. « Chacun fait ce qu'il veut », assure-t-il, affirmant que parfois il est victime de sarcasmes lorsqu'il respecte un feu de signalisation.

« Les gens ont été interdits de tout : ne faites pas ceci ou cela, alors lorsqu'ils voient un signal vert, ils deviennent fou », analyse pour sa part Maya Danesh, une photographe de 23 ans.

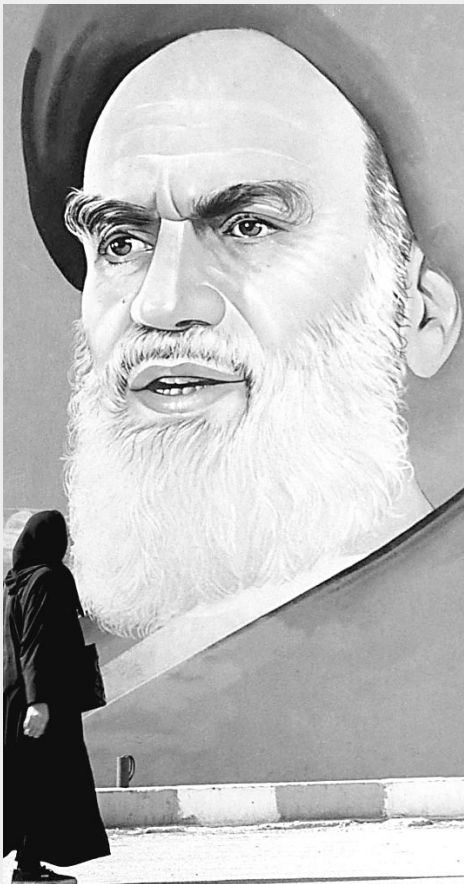


Photo Reuters

La révolution de 1979 a conduit au chaos sur les routes du fait de la liberté de conduite que s'est donnée la population après le régime du Chah.



Photos AFP et Reuters

Même si le gouvernement mettait en vigueur une réforme radicale du marché du travail, privatisait le tout, ouvrirait le pays à l'investissement étranger, l'Iran se trouverait devant une situation difficile à maîtriser. Et le président Khatami (en haut à droite) le sait bien.



Désenchantement iranien

FRED A. REED
collaboration spéciale

TÉHÉRAN – On les voit partout. Au fond de ruelles poussiéreuses dans les banlieues perdues, sur des terrains vagues en bordure des autoroutes. Des gamins mal habillés, la tête rasée, les oreilles saillantes, jouant au football entre deux voitures et trois tas de déchets, avec une intensité à faire oublier le monde.

Des adolescents aussi, qui viennent s'accroupir contre les murs dans les quartiers populaires du sud de la capitale, ou autour de la place Azadi, le mégot au bec, l'air vaguement menaçant, en panne sèche d'espoir. Des apprentis malfaîs qui commencent déjà à défrayer la manchette du téléjournal et à effrayer les bons citoyens.

C'est sur un fond de désarroi palpable que finit le mandat du président Seyyed Mohammad Khatami, chez qui on fondait tant d'espoirs de renouveau et de prospérité.

Or, aujourd'hui l'Iran déchante. Pas plus que ses prédécesseurs conservateurs, le président n'est parvenu à endiguer un chômage endémique, ni arrêter une inflation qui ronge le pouvoir d'achat des ménages pauvres et de la classe moyenne.

En outre le plus grand exploit du gouvernement Khatami, celui d'avoir définitivement libéré la parole, semble se retourner contre lui.

Dans les salles du centre-ville, un film qui rompt brutalement avec une certaine image du cinéma iranien tient l'affiche depuis un mois. *La génération brûlée*, oeuvre d'un cinéaste de guerre peu enclin à la contestation sociale, étale les horreurs de l'Iran réel devant le regard médusé des spectateurs.

Disons-le d'emblée, le film est mauvais. N'empêche : il frappe comme un coup de poing, et n'épargne personne sur son passage.

Membres du Hezbollah aussi onctueux que crapuleux, basidjis trafiquants d'héroïne, jeunes filles violentes, genre salopes en tchador, politiciens avides et policiers corrompus, cambriolages à main armée sur fond de manifestations en faveur de la liberté de la presse violemment réprimées : tout y passe.

Filant à vive allure dans une voiture volée vers la bijouterie qu'ils comptent dévaliser à main armée, quatre jeunes voyous captent la voix d'un mollah faisant l'éloge de la jeunesse toujours fidèle à l'islam. D'un coup de crosse ils fracassent la radio. Émoi dans la salle.

Voilà, semble-t-il dire : l'Iran tel qu'il est. Et cet Iran-là fait peur. Au risque d'anéantir les beaux rêves du mouvement de réforme lancé par M. Khatami, pour ne pas dire le régime islamique lui-même, que dirige le guide suprême, M. Ali Khamene'i.

Portrait sans pitié, sans équivoque. Exagéré, d'accord. Mais non sans fondement. D'autant plus que la misère, autrefois cachée, est habilement, sinon hypocritement, exploitée par les ténors de la ligne dure.

N'est-ce pas l'ancien président Hachémi

Rafsandjani, défait et humilié, qui aurait proposé de « tout nettoyer dans une semaine » si seulement il prenait les commandes des Gardiens de la révolution ?

La démographie

Constat aussi banal qu'accablant : l'Iran reçoit aujourd'hui en pleine figure la facture de l'explosion démographique qui a vu sa population s'accroître de presque 80 % entre les années 1976 et 1996. La masse des jeunes — le tiers de la population — ayant atteint aujourd'hui les écoles secondaires et les universités, déborde sur un marché du travail bouché, incapable de l'absorber.

Drogue, délinquance, criminalité, décrochage, prostitution, abandon des valeurs traditionnelles : tous les symptômes d'une société en perte de repères sont là. Cette année, nous a confié un fonctionnaire au ministère de l'Éducation supérieure, le sous-ministre — lui-même un membre du clergé — a fait réaliser un sondage auprès des jeunes du secondaire. Résultat ahurissant aussitôt désavoué par ses supérieurs : plus de 75 % disent ne plus pratiquer l'islam.

Lors d'une conférence de presse, la Société pour la protection de l'enfance et de l'adolescence, une ONG qui travaille auprès des plus démunis de cette ville de 12 millions d'habitants, a dévoilé des chiffres-choc : on compte entre 25 000 et 30 000 enfants des rues dans la grande agglomération téhéranaise. De ce nombre, entre 100 et 150 meurent chaque jour.

Un analyste auprès du ministère de l'Économie nationale, qui a accepté de nous parler sous le couvert de l'anonymat, confirme. « Même si le gouvernement mettait en vigueur une réforme radicale du marché du travail, privatisait le tout, ouvrirait le pays à l'investissement étranger, nous nous trouverions devant une situation difficile à maîtriser. »

« Nous pouvons nous attendre à de l'instabilité sociale et politique, à de l'agitation, peut-être même à des émeutes et à de la violence. Je peux vous dire que depuis un certain temps, le gouvernement applique une politique secrète d'incitation à l'émigration, question de désamorcer un peu la pression. »

Le désarroi ressenti par cette jeunesse désœuvrée se fait sentir sur le plan politique, affirme un chroniqueur d'un des quotidiens téhéranais qui a su rester ouvert malgré les coups de la répression. « M. le président doit dire à la nation exactement ce qu'il entend faire. Il doit décrire avec précision les obstacles auxquels nous faisons face. Il doit appeler les citoyens à descendre dans la rue, si nécessaire. La réponse sera sans précédent ; ses adversaires seraient pris au dépourvu. »

« Sinon, il perdra son appui populaire. Les gens ont voté massivement pour un président et pour un Parlement qui se sont engagés à oeuvrer en faveur de la liberté de parole, du dialogue, de la société civile. Mais aujourd'hui, avec 30 journaux, revues et périodiques fermés, et 25 journalistes en prison, il faut parler plutôt d'une défaite. »

« M. Khatami n'était pas prêt à prendre une telle responsabilité. C'est un intellectuel, et non pas un politicien, ni un homme d'État. Hélas ! ses ennemis le connaissent trop bien. Tout indique qu'il remettra sa démission avant qu'il ne soit destitué. Mais dans un tel cas, personne ne pourra prédire ce que feront les Iraniens. »

« Il ne faut pas dramatiser », réplique M. Ahmad Bourqani, député pour la circonscription de Téhéran, qui nous a reçus dans son bureau modeste du centre-ville. C'est lui qui accordait des licences aux quotidiens indépendants lorsqu'il travaillait au ministère de la Culture avant de se faire élire triomphalement, en février 2000, comme membre de la grande coalition de la réforme, le Front de participation de l'Iran islamique.

« Les gens sont prêts à attendre. Ils comprennent nos problèmes, et cette compréhension les aide à modérer leurs attentes. Le seul instrument dont nous disposons en ce moment, c'est la conscience sociale, culturelle et politique des gens. Jusque-là, tous les sondages nous indiquent que le peuple est « plutôt satisfait », de M. Khatami.

M. Bourqani ne cache pas son inquiétude pour autant. Si les attentes sont démesurées, explique-t-il, c'est bien à cause de cette presse libre qui a multiplié promesses et engagements intenables, faisant croire aux gens presque n'importe quoi. « Si un candidat parlait des antennes paraboliques, les journaux affirmaient que le Madjlis les autoriserait. Aujourd'hui, la population est loin d'avoir oublié ces promesses extravagantes. »

Dans un petit bureau à l'hôtel de ville au centre historique de Téhéran, surplombant le bout de trottoir où M. Sa'ïd Hadjarian fut abattu début mars, nous avons rencontré M. Esmail Cheikh, l'un des sept dirigeants du Bureau pour la consolidation de l'unité (Daf-tar-é Takhim-é Vahdat), la fraction la plus militante du mouvement étudiant iranien, et celle que l'on considère comme le fer de lance des idées de M. Khatami.

C'est l'organisation qui a mené des batailles rangées dans la rue de la capitale contre les forces de l'ordre en juillet, 1999, quand pour la première fois le régime a été ébranlé. C'est aussi le BCU qui a encaissé les coups les plus durs des milices ultra-intégristes lors des émeutes dans la ville de Khorramabad fin septembre.

Le ton est critique. Le président serait trop soucieux de protéger une constitution adoptée après moins d'un an de pouvoir islamique. « Les gens ont choisi un système sans le comprendre », explique cet homme de 28 ans d'origine modeste, propulsé par la contestation vers la mise en doute du régime islamique dont il se réclame. « Ils ont fait la même chose en élisant M. Khatami. Nous, Iraniens, nous voulons des héros qui peuvent trouver une solution à nos problèmes personnels. »

« Maintenant, notre président est pris en tenailles entre le régime, contrôlé par le parti cléricale, et le peuple. Il cherche à trouver un équilibre entre les deux, mais cet équilibre n'existe pas. Nos problèmes puisent leurs origines dans notre constitution, qui reconnaît à la fois démocratie et théocratie. »

La question est posée. Comment la société civile promise par M. Khatami peut-elle s'épanouir sous un régime régi par l'arbitre suprême d'un homme qui n'a des comptes à rendre qu'à Dieu ?

Du vivant de l'imam Khomeini, le fondateur de la République islamique, le mouvement étudiant a soutenu le régime. Plus maintenant. « Les étudiants reflètent et expriment les sentiments de la société tout entière. Ils en sont le thermomètre. Ce thermomètre est désormais au rouge. »

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine démissionne de son poste, laissant le champ libre à son premier ministre, Vladimir Poutine. Cet ancien officier du KGB, dont le passé est voilé de mystère, prend ainsi les rênes de la Russie. Un an plus tard, son emprise sur les affaires de l'État est solide. Mais l'année qui s'amorce le confrontera à des choix déchirants.



Photo Associated Press

Vladimir Poutine a renforcé son autorité et maté ceux qui « travaillent contre les intérêts de l'État ». Il est aujourd'hui seul maître à bord, après Dieu, peut-être.

Poutine, homme d'ordre et de pouvoir

PATRICK de SAINT-EXUPÉRY
Le Figaro

Le 31 décembre, sur la place Rouge, Vladimir Poutine a célébré deux anniversaires: sa première année de pouvoir et l'entrée de la Russie dans le III^e millénaire. Cette date est donc à marquer d'une pierre rouge. Ainsi l'a voulu Vladimir Poutine: ce jour-là, pour la première fois depuis la fin de l'URSS, les Russes ont entendu résonner l'hymne soviétique du coeur de l'Empire défunt.

Vladimir Vladimirovitch Poutine ne néglige aucun détail. Vladimir Poutine pense à tout. Vladimir est un homme d'ordre. Et de consensus. Il exige l'obéissance. Ne veut déplaire à personne. Au risque de parfois se trouver en porte-à-faux. À ce jeu, certains finiraient par éprouver le vertige du déséquilibre. Pas lui. Quand il danse sur l'air de l'apparente contradiction, il y prend plaisir. C'est sa mélodie intérieure. Peut-être même son ressort. En tout cas, c'est ainsi qu'il s'affirme.

À un contradictoire qui lui faisait remarquer lors d'un récent débat télévisé que, le citant à chaque fois, des responsables tenaient des propos antinomiques, Vladimir Poutine rétorque par un impérial: «S'ils me citent, cela signifie que les propos du président comptent. C'est, en soi, un plus.» Certes, mais cela ne témoigne-t-il pas, également «en soi», d'une certaine fragilité? Car on peut bien danser la gigue un an durant, vient toujours un moment où les jambes se fatiguent, où l'esprit s'use, où le corps se relâche.

Ce moment n'est pas encore venu. Pour l'heure, le jeune président russe bénéficie toujours d'une réelle popularité. Non pas tant pour ce qu'il a fait que pour ce qu'il est parvenu à incarner. Homme ayant surgi littéralement de nulle part (qui le connaissait avant qu'il ne devienne premier ministre de Boris Eltsine?) homme sans passé (est-on vraiment sûr de sa biographie d'ancien agent secret?) homme sans passion (qu'aime-t-il?) homme sans visage (quelle marque distinctive retenir de ses traits?) Vladimir Vladimirovitch Poutine est à ce point passe-mu-

Hymne à la nation « puissante »

POUR LE QUOTIDIEN *Kommerzant*, le nouvel hymne national tout juste adopté « reste celui de l'URSS, mais pas celui de la Russie ». Seules les paroles de l'ancien hymne soviétique ont été retravaillées par Sergueï Mikhalkov. Ce dernier, âgé de 87 ans, « poète officiel » de l'URSS, avait déjà rédigé le texte originel de l'hymne soviétique.

Un quotidien de Moscou publie d'ailleurs une photo datant de 1943 et représentant trois hommes en uniforme penchés sur l'oeuvre. Parmi ces hommes, auteurs de l'hymne : Sergueï Mikhalkov.

À plusieurs reprises, déjà, le texte originel a été modifié et adapté. Dans sa dernière version, l'hymne conserve des points d'ancrage évidents. La phrase célébrant une « union éternelle des Républiques libres » glorifie « la patrie libre », « union séculaire des peuples frères ».

raillé, vierge de toute présence et de tout engagement, qu'il peut offrir à chacun un reflet de lui-même.

Regarder Poutine, c'est contempler un miroir. Ou une icône, la religion en moins. C'est peut-être d'ailleurs pour cette raison précise (gagner le statut d'icône) qu'il revendique avec une telle ferveur l'histoire orthodoxe? À moins qu'il ne s'agisse d'un engagement sincère?

Peut-il l'être? Parvenu au pouvoir au terme de ce qui fut un «coup d'État légal», Vladimir Poutine se trouve à la tête d'un pays à l'histoire déchirée, à la géographie tourmentée, à la démographie déclinante et à l'économie en lambeaux. Dans sa forteresse du Kremlin, il a consacré sa première année de pouvoir à justement renforcer son contrôle sur cet assemblage hétéroclite de 89 sujets formant la Fédération de Russie, qui tous

En voici le texte intégral :
Russie, notre nation sacrée,
Russie, notre terre bien-aimée,
Sois puissante, grande soit ta gloire !
Ce sont tes richesses pour l'éternité !

Refrain :
Gloire à notre patrie libre,
Union séculaire des peuples frères,
À la sagesse du peuple héritée des ancêtres.
Gloire à notre pays ! qui est notre fierté !
Des mers du Sud aux étendues polaires,
Nos forêts et nos champs sont immenses.
Tu es unique au monde ! Tu es unique !
Notre mère nourricière, protégée de Dieu !
Une vaste étendue pour les rêves et la vie,
L'histoire nous ouvre la voie de l'avenir,
Notre foi en notre patrie nous donne la force.
Il en était, il en est, il en sera toujours ainsi !

avaient encore les oreilles pleines de l'écho de cette tonitruante déclaration lancée par un Boris Eltsine alors au sommet de sa forme: «Prenez autant de pouvoir que vous le pouvez!»

Lui, le successeur, a repris la formule, mais l'a adaptée en la faisant sienne: au cours de l'année écoulée, il s'est saisi d'autant de pouvoirs qu'il a pu. S'appuyant essentiellement sur les décombres d'appareils de sécurité hérités de l'ex-URSS, Vladimir Poutine a redonné corps à une idée de l'État que d'aucuns croyaient morte.

Lourd tribut

Pour la première fois cette année, fonctionnaires et retraités ont ainsi touché en temps et heure leur dû. Pour la première fois depuis la fin de l'Union soviétique, une privatisation — celle de la société pétrolière

Onako — fut opérée dans des conditions proches de celles du marché. Pour la première fois, un budget équilibré fut adopté.

Mais, à chaque fois, le tribut à payer fut lourd. Les salaires et les retraites furent financés de bric et de broc, à coups d'enveloppes mystérieuses. Onako fut privatisé aux conditions du marché sans que les investisseurs étrangers puissent réellement y participer. Le budget 2001 est, lui, tant les impasses sont nombreuses, littéralement en équilibre.

Politiquement, cela n'a été rendu possible que grâce au laminage de l'opposition. La Douma et le Conseil de la Fédération, contre-poids de l'exécutif depuis la chute de l'Union soviétique, ont rendu les armes sans même vraiment livrer bataille. Les partis libéraux de droite se sont déchirés tandis que le PC s'alignait. Les figures emblématiques de l'oligarchie russe, Boris Berezovski et Vladimir Goussinski, ont été balayées de la scène au prix d'une lutte sans merci, multipliant coups tordus et traitres revers. Comme dans un guignol, le «gourdin» du gendarme du Kremlin a frappé, épargnant ceux qui avaient eu l'intelligence tactique de se faire discrets pour mieux se ranger du côté du plus fort.

Mais ce n'est là presque bisbilles. Car après avoir consacré une année à bâtir le socle de son pouvoir, Vladimir Poutine va maintenant devoir l'exercer. Et trancher. En faisant des choix. De vrais choix. Sur la réforme de l'armée, sur la réforme bancaire, sur la réforme de la justice russe, sur la réforme agraire, sur le Code des investissements, sur le Code foncier, sur l'actionnariat, sur le Code du travail... et, bien sûr, sur la Tchétchénie.

Là, Vladimir Poutine devra tomber le masque, si tant est qu'il en ait un. Il n'a pas d'alternative: l'année à venir va être marquée par une inéluctable accélération du délabrement, faute d'investissement, de l'ensemble des infrastructures russes. Qu'on parle d'outil militaire, bancaire ou industriel, la Russie reste une pétaudière. Et cela ne se soigne ni à force de giges ni à coup d'hymne soviétique entonné par un soir de 31 décembre sur la place Rouge, neuf ans après la fin pathétique d'un songe tragique...

L'État, c'est lui. Et lui, c'est l'État !

PIOTR SMOLAR
Le Figaro

IL Y A À PEINE plus d'un an, c'est-à-dire une éternité, la politique russe était une marmite en ébullition. Le président russe Eltsine et son clan étaient voués aux gémonies. La Douma avait failli le destituer. La justice suisse resserrait ses filets autour de la « Famille ». Une grande alliance se constituait en été, regroupant de puissants gouverneurs autour du maire de Moscou, Iouri Loujkov, et de l'ancien premier ministre, Evgueni Primakov. L'alternance semblait toute trouvée.

La seule question posée par les analystes était de savoir lequel, parmi ces deux hommes, affronterait et battrait le communiste Ziouganov au deuxième tour de l'élection présidentielle de mars.

Un an après, on ne s'affronte plus que sur des questions symboliques: quel hymne choisir ? faut-il enterrer Lénine ? que faire de la statue de Felix Dzierjinski, fondateur de la Tcheka ?

Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, Vladimir Poutine est seul au monde. L'agent devenu président a passé un an à renforcer le

pouvoir vertical et à mater ceux qui « travaillent contre les intérêts de l'État ».

Et l'opposition ? Il n'y en a pas. Trop tôt ou trop tard, sûrement trop risqué.

La Douma est devenue une simple chambre d'enregistrement. Selon Vladimir Ryjkov, député indépendant, « le Parlement est dirigé par l'administration présidentielle, il n'y a pas le moindre exemple, cette année, d'une proposition du président rejetée par la Douma ». C'est d'abord dû à sa composition, issue des urnes le 19 décembre 1999.

Les communistes sont arrivés en tête (88 députés), suivis d'une coquille vide magistralement téléguidée par le Kremlin, le parti Unité (81 députés). Loin derrière vint le bloc de Loujkov, puis les libéraux. Aujourd'hui, aucun de ces partis ne tient lieu d'opposition à Poutine.

Les communistes brodent de la rhétorique surannée pour tenir leur rôle, mais ils approuvent le renforcement de l'État, la reprise en main des régions (où les dernières élections leur sont favorables) et le raidissement de la politique extérieure.

Les marionnettes du parti Unité ne se servent que de leur index. Pour voter. Leur leader, le ministre des Situations d'urgence,

Sergueï Choïgou, a récemment comparé certains d'entre eux à des « prostituées », qui « suivent celui qui paie ». Pour le président du groupe à la Douma, Boris Gryzlov, le grand mérite d'Unité est d'avoir « empêché les initiatives populistes à gauche et à droite ».

Le bloc Loujkov, lui, a explosé depuis longtemps. Ce qui en reste demeure inaudible, soutenant par son silence et ses votes les choix présidentiels. Le maire de Moscou essaie de se faire oublier et d'éviter le gourdin du Kremlin.

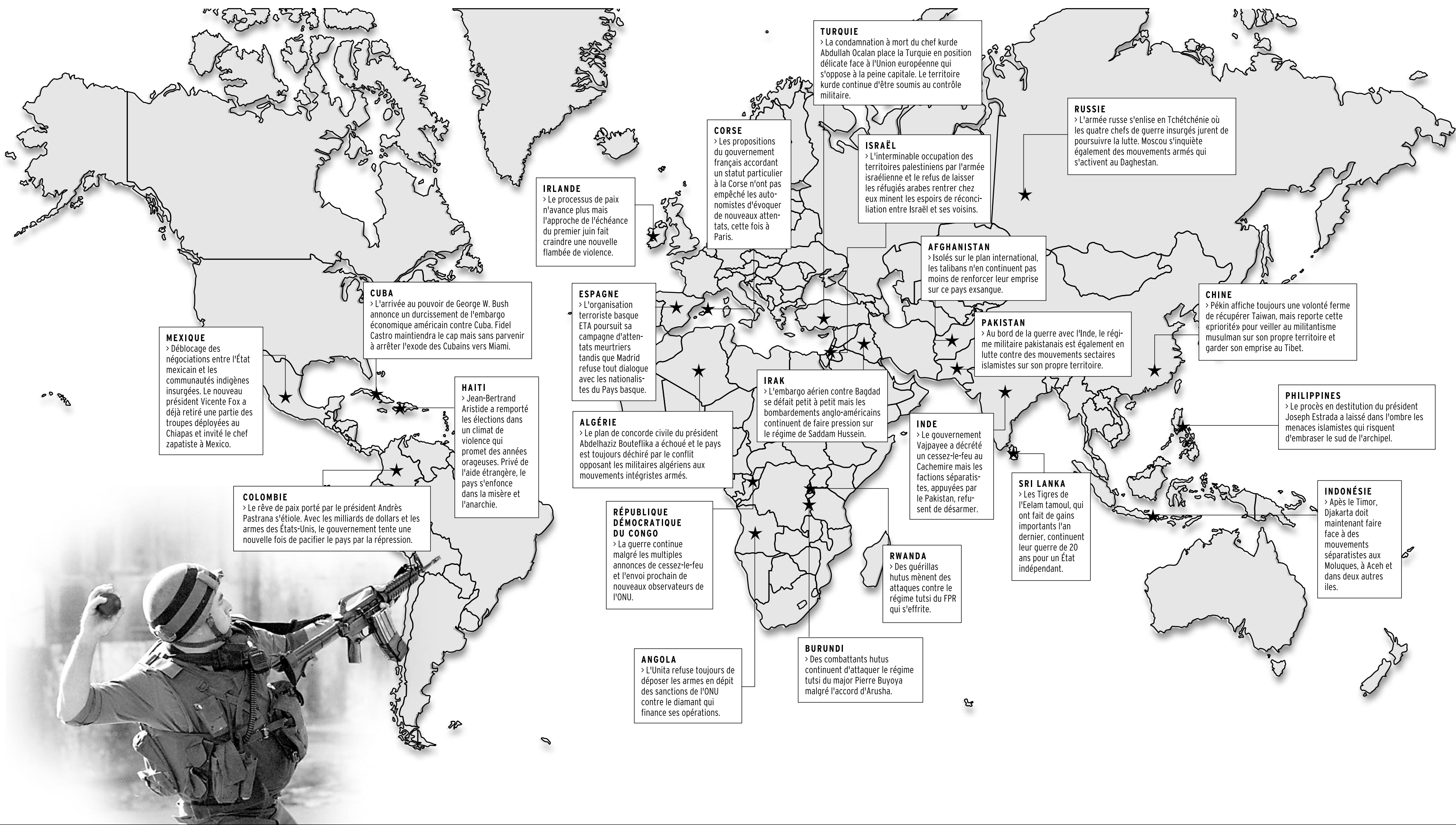
Quant aux libéraux, ils se déchirent au lieu de s'unir et n'arrivent pas à décider si Poutine leur convient. Malgré la présence dans leurs rangs de personnalités compétentes, ils jonglent avec des concepts devant des tribunes vides. Les illusionnistes ont cédé la place à l'homme au gourdin, Poutine. « Les anciens réformateurs sont discrédités parce qu'ils sont associés à la crise économique et à la perte de grandeur », explique Alexeï Venediktov, directeur de la rédaction d'*Ekho Moskvy*.

La présidentialisation du régime atteint un degré inédit depuis 10 ans. Mais le Kremlin ne se contente pas de cette conjoncture favo-

rable ; il veut l'asseoir sur une réforme des partis. Un projet de loi a été rédigé par la Commission électorale centrale. Pour être enregistré, tout parti devra compter 10 000 membres, dont au moins 100 dans 45 régions sur 89. Seul l'État pourra financer les partis, proportionnellement au nombre de militants.

Dans la démocratie russe balbutiante, les partis n'ont ni durée de vie ni base populaire, à part le Parti communiste. Qui pourrait trouver tant de militants ? Une telle réforme — c'est un euphémisme — ne va pas encourager les vocations. Elle permettra au Kremlin de donner un coup de balai à la Douma et de laisser planer, sur les récalcitrants, la menace d'un non-enregistrement. La Commission électorale espère que le nombre de formations politiques passera de 188... à environ 20.

La politique de Vladimir Poutine suscite des mécontentements, notamment parmi les gouverneurs, mais ils ne sont pas fédérés. La répression chirurgicale ayant frappé le patron de Media-Most, Vladimir Goussinski ou certains barons régionaux, est un avertissement. L'État, c'est lui ; qui est contre Poutine est contre l'État.



LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'AN 2001

- JANVIER**
- 1) La Suède prend la présidence de l'Union européenne.
 - 6) L'armée chilienne doit fournir au gouvernement l'information dont elle dispose sur les «disparus».
 - 11) Élections législatives au Cap-Vert.
 - 14) Élection présidentielle au Portugal.
 - 20) Prestation de serment du président George W. Bush.
 - 22) Conférence du désarmement à Genève.
 - » Référendum constitutionnel au Sénégal.
 - » Centième anniversaire de l'Australie.
 - » Réouverture du tunnel du Mont-Blanc.
- FÉVRIER**
- 4) Élection présidentielle au Bénin.
 - 6) Élection du premier ministre israélien.
 - 10) Marché international du multimédia à Cannes.
 - » Élection présidentielle en Sierra Leone.
- MARS**
- 11-18) Élections municipales en France.
 - 19) Assemblée annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.
 - 25) Sommet des pays de la Ligue arabe.
 - » Élections législatives au Sénégal.
 - » Sommet africain en Libye.
 - » Réunion de l'OPEP à Vienne.
- AVRIL**
- 8) Élections générales au Pérou.
 - 20-22) Sommet des Amériques à Québec.
 - » Élections législatives en Italie et en Albanie.
 - » Réunion ministérielle des pays membres de l'AENA.
 - 21) Jour de la Terre.
- MAI**
- 5-6) Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.
 - 14-23) Assemblée mondiale de la santé à Genève.
 - 17-18) Réunion du Conseil de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à Paris.
 - 21) Conférence sur le réchauffement climatique à Bonn.
 - » Sommet des pays membres de l'AENA.
 - » Élections législatives en Grande-Bretagne et aux Philippines.
- JUIN**
- 5-21) Assemblée de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève.
 - 8) Élection présidentielle en Iran.
 - 15-16) Sommet de l'Union européenne en Suède.
 - » Conférence de la Banque mondiale sur le développement économique à Barcelone.
 - 17-24) Réunion des pays membres du Mercosur à Asuncion.
 - » Assemblée de l'Organisation des États américains au Costa Rica.
 - » Sommet des pays du Groupe de Rio à Santiago du Chili.
 - » Date limite de l'application de l'accord du «vendredi saints» en Irlande du Nord.
- JUILLET**
- 1) Début de la présidence belge de l'Union européenne.
 - 30) Conférence sur le désarmement à Genève.
 - » Sommet du G8 à Gênes en Italie.
 - » Entrée en fonction du nouveau gouvernement péruvien.
 - » Élections à la Chambre haute du Parlement japonais.
- AOÛT**
- 7) Élection présidentielle en Estonie.
 - 31) Conférence mondiale contre le racisme à Durban (Afrique du Sud).
 - » 40e anniversaire de la construction du mur de Berlin.
- SEPTEMBRE**
- 11) Élection présidentielle en Biélorussie.
 - » Assemblée générale de l'ONU.
 - » Élections législatives en Norvège et sénatoriales en France.
- OCTOBRE**
- 7-11) Conférence internationale anticorruption à Prague.
 - » Élection présidentielle en Gambie.
 - » Attribution des prix Nobel.
 - » Élections présidentielles et législatives en Zambie.
- NOVEMBRE**
- » Sommet des pays de l'ASEAN avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud.
 - » Élections générales au Honduras.
 - » Sommet ibéro-américain à Lima.
 - » Élections générales au Nicaragua et au Honduras.
- DÉCEMBRE**
- 8) Dixième anniversaire de la chute de l'URSS.
 - 11) Élections législatives au Chili.
 - 15) Début de l'appropriation des banques en euros.
 - 31) Basculement à l'euro à minuit.
 - » Sommet des pays membres du Mercosur.
 - » Élections législatives à Taipei.

Les principaux points chauds de la planète

GILLES GAUTHIER, JOONEED KHAN et GILLES PAQUIN

Asie

Un point chaud de l'Asie, latent certes, a été désamorcé en bonne partie cette année avec la visite à Pyongyang du président sud-coréen Kim Dae-jung, suivi de la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. La réunification de la péninsule prendra des années, mais la réconciliation est en marche après 47 années de «paix armée» — malgré le maintien de 40 000 GI sur la ligne de démarcation.

La Chine, par contre, qui a déjà imposé la récupération de Taiwan — «par la force si nécessaire» — comme sa grande priorité, connaît une réactivation du militantisme de sa minorité musulmane — Huis arabo-persans et Oïgours turcophones, notamment au Xinjiang.

Cette agitation, suivant la poussée talibane en Afghanistan — lui-même toujours en guerre —, et l'extension de ce combat, locale mais identitaire mais globalement très pro-occidental, vers l'Asie centrale et le Caucase, est de nature à renforcer les liens de Pékin avec Moscou et New Delhi «contre l'hégémonie américaine» et «pour un monde multipolaire».

Talonnés, l'un par la guerre en Tchétchénie, l'autre par celle du Cachemire, Vladimir Poutine et Atal Bihari Vajpayee ont conclu en octobre à Delhi un accord «contre le terrorisme». Vajpayee finit l'année 2000 en décrétant un cessez-le-feu au Cachemire, mais il a toujours fort à faire contre les séparatistes nagas et mizos dans le Nord-Est; et sa volonté de bâtir le temple de Rama sur les lieux mêmes de la mosquée Babri démolie par les hindouistes a enhardi ceux-ci à harceler les minorités musulmane et chrétienne de l'Inde.

Quatre autres pays d'Asie connaissent des points chauds «actifs»: l'Indonésie, qui traîne encore les séquelles du Timor oriental et qui affronte maintenant des séparatistes militants, voire armés, aux Moluques, en Iran Jaya (Nouvelle-Guinée occidentale), à Sulawesi, ainsi que dans l'île de Sumatra, à Riau et à Aceh; le Sri Lanka, où les Tigres tamouls des LTTE restent sur l'offensive, même s'ils n'ont pas réussi à reprendre leur «capitale», Jaffna, en 2000 — et où le gouvernement Kumaratunga, réélu, propose des négociations avec Tigres, sans trop y mettre de conviction.

Le troisième pays est le Pakistan, qui a beau chevaucher la cause du Cachemire contre l'Inde, mais qui n'arrive pas à maîtriser, sous les militaires comme sous les civils, les multiples groupes armés qui s'entre-tuent et

massacrent régulièrement des civils chez lui, au nom du sectarisme musulman ou pour des trafics divers.

Autre pays en ébullition, les Philippines: l'année se termine avec le sensationnel procès en destitution du président Joseph Estrada, mais l'actualité en 2000 fut longtemps dominée par la prise d'otages étrangers à Jolo par le groupe Abu Sayyaf; la filiation présumée de ce groupe aux islamistes armés d'Ossama Ben Laden et la persistance du soulèvement armé des musulmans dans le sud de l'archipel masquent un phénomène: les tentatives d'un retour militaire des États-Unis aux Philippines.

Proche-Orient

Israël s'est retiré cette année du Liban, 22 ans après que l'ONU eut adopté la résolution 425 ordonnant ce retrait, mais il s'est retrouvé face à la colère des Palestiniens, las d'attendre que l'État juif se conforme à la résolution 242, vieille de 33 ans.

L'éruption de «l'Intifada de l'indépendance», fin septembre, fait de la Palestine sans conteste le grand point chaud de l'an 2000 au Proche-Orient.

La petite virée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées n'en fut que le détonateur. Le fait que le gouvernement Barak l'avait pourvu d'une très forte escorte militaire-policrière pour sa sortie aggrava la situation.

Mais neuf années d'attente asphyxiante depuis Naïf avaient déjà poussé à bout les Palestiniens, emprisonnés sur leurs terres se raturant comme une peau de chagrin sous l'occupation militaire israélienne: ce fut la mutinerie dans leur pays-garrison, avec les moyens du bord, et les gardiens de riposter avec armes lourdes et sièges punitionnels — «usage excessif de la force», statua le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'échec du sommet de Camp David, la perte de majorité de Barak avant le sommet et son «offre» jugée dérisoire à Camp David («le plus loin qu'il ait jamais été un premier ministre», affirment les Israéliens), sa décision de se déporter d'une guerre «inévitable» face au Hezbollah au Liban-Sud, et l'incapacité du «courtier» américain d'être impartial, tout cela a poussé les Palestiniens à réagir avec la force du désespoir.

Du coup, les alliés arabes et islamiques des États-Unis n'étaient plus en sécurité, les régi-

mes se trouvant en porte-à-faux face à la rue: d'où les succès somnifères arabes et islamiques à l'appui de l'Intifada, au grand dam de Bill Clinton en quête de quelque «héritage» à léguer à l'histoire.

«Héritage» qui, au Proche-Orient, se résume aux millions de bébés irakiens morts de sanctions, aux Kurdes et chiites d'Irak lâchés par Washington, aux Kurdes de Turquie abandonnés à la merci des généraux kémalistes d'Ankara, aux droits humains, ceux des femmes surtout, écrasés par les monarchies féodales des pétro-émirats du Golfe, et aux élans démocratiques du peuple égyptien réprimés par une ingénierie électorale propre à perpétuer un régime au pouvoir depuis 30 ans.

Réclamant les fermes de Chebaa, enclave sud-libanaise qu'Israël occupe encore, le Hezbollah ne désarme pas; Washington et Londres poursuivent de leur côté les raids contre l'Irak, qui riposte: les moudjahidines du peuple harcèlent toujours le régime islamique d'Iran, lui-même tiraillé, souvent durement, entre conservateurs et réformateurs; et Chypre, partagé de facto depuis 26 ans par l'occupation militaire turque du nord de l'île.

Autant de «points chauds» dans cette région stratégique, où le contrôle des champs pétroliers et des isthmes reliant l'Europe à l'Afrique et à l'Asie est essentiel à la toute puissance de l'Empire américain. D'où la récurrente fièvre anti-américaine (et anti-britannique), ponctuée d'attentats, d'ambassades closes, et récemment, de l'attaque contre le *USS Cole* dans le port d'Aden.

Les Amériques

La Colombie s'enfonçait toujours davantage dans le drame, après deux ans de négociations entre le gouvernement d'Andrés Pastrana et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), c'est l'impasse. Pire encore, l'espoir de paix recule avec l'arrivée des conseillers militaires américains.

Les milliards de Washington et les armes destinées à la lutte contre le trafic de la drogue viendront souffler sur les flammes d'une guerre civile qui a déjà coûté la vie à plus de 100 000 personnes. Des dizaines de milliers de Colombiens seront encore chassés de leurs terres et même de leur pays sans espoir d'y revenir.

Le nouveau président du Mexique, Vicente

Fox, a prétendu au cours de la campagne électorale de juillet dernier qu'il allait régler le conflit du Chiapas en 15 minutes s'il était élu.

Le miracle s'est produit, Fox a été élu, et l'armée mexicaine a commencé à retirer une partie de ses effectifs du Chiapas. Le dossier n'est pas clos pour autant, mais Fox a continué de bouger rapidement en déposant un projet de loi sur les droits indigènes et en invitant le chef zapatiste, le sous-commandant Marcos, à venir le rencontrer à Mexico.

Il reste à voir maintenant si le gouvernement minoritaire de Fox pourra faire adopter ses réformes sociales et surtout, si les zapatistes et les autres groupes indigènes y trouveront enfin des réponses satisfaisantes à leurs revendications.

Tant que la moitié de la population mexicaine vivra sous le seuil de pauvreté, la paix sociale ne peut être assurée et le feu continuera de couvrir sous la cendre dans les divers foyers d'insurrection du pays.

En face, à Cuba, le régime vieillissant de Fidel Castro continue de garder le couvercle sur la marmite. L'opposition n'a qu'une façon d'exprimer son désaccord avec le «leader maximo», c'est d'emprunter une de ces embarcations de fortune qui partent chaque nuit vers la Floride.

Les téméraires journalistes indépendants, qui osent se faire correspondants pour des médias étrangers sans l'autorisation du gouvernement cubain, connaissent des jours difficiles. Trois sont encore emprisonnés, d'autres subissent tellement de pressions qu'ils se résignent aussi à choisir l'exil.

Rien ne laisse présager un assouplissement de l'embargo économique américain en vigueur depuis près de quarante ans. George W. Bush a clairement indiqué pendant la campagne électorale qu'il maintiendrait la ligne dure et Fidel Castro a répliqué qu'il n'en attendait rien.

Le retour au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide en Haïti s'est fait dans un déferlement de violence digne des années de Duvalier. La rupture du régime avec tous les bailleurs de fonds et les grandes organisations internationales laisse présager la poursuite de la descente aux enfers de ce pays.

Au Guatemala, la paix est revenue, mais le respect des droits de l'homme n'était pas au rendez-vous comme le démontre un rapport de la Mission des Nations unies (MINUGUA) publié en janvier dernier. L'entrée au Parlement de l'ex-dictateur Rios Mont, celui qui a créé les Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) et qui est responsable de massacres

d'indiens, indique que l'impunité continuera encore longtemps.

Afrique

L'an 2000 se termine avec un accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée, soutenu par des Casques bleus de l'ONU, et un espoir de règlement au Burundi, où les bailleurs de fonds ont lié leur aide au respect effectif de l'Accord d'Arusha par Bujumbura.

Le progrès, tout relatif, sur le dossier burundais, aux mains du médiateur Nelson Mandela, est dû en bonne partie à l'éclatement de l'axe Kampala-Kigali-Bujumbura engagé dans la guerre au Congo (RDC, Kinshasa) — ostensiblement en appui aux «rebelles» anti-Kabila, en fait à la poursuite de territoires à occuper et de richesses minières à piller.

L'axe a éclaté sous la triple pression de la résistance (Angola, Zimbabwe et Namibie, alliés à la RDC), de l'Accord de Lusaka, et des rivalités entre l'Ougandais Museveni et le Rwandais Kagame. L'issue se compliquant du côté du Congo, le major Pierre Buyoya, pressé par Mandela et l'ONU, a dû lâcher du lest à Arusha; mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et la résistance armée hutu, exigeant le respect des droits de la majorité, ne démobilise pas.

L'axe au Congo continue, mais l'ONU n'abandonne pas la partie, ayant même haussé le nombre de ses observateurs. Et la pagaille s'installe au Rwanda même, où le FPR de Kagame s'effrite et où des groupes armés hutus intensifient leurs actions. Au sud, l'UNITA de Jonas Savimbi poursuit, elle aussi, la guerre en Angola.

Le Soudan, théâtre de l'une des plus longues guerres civiles du continent, vient d'accuser l'Ouganda d'appliquer la «stratégie américaine dans la région». Mais, à la veille d'un changement de président à Washington, Khartoum a accepté de négocier le mois prochain avec Kampala en Libye. Tout comme Kabila a rencontré à Libreville, avant Noël, des secteurs de la société civile pour un dialogue boycotté cependant par les rebelles et l'opposition.

En Afrique de l'Ouest, où la Sierra Leone, le Liberia, et le Sénégal sont loin d'être pacifiés, la Guinée, la Guinée-Bissau, et maintenant la Côte d'Ivoire, basculent dans la violence, alors qu'une crise larvée mine le régime Compaoré au Burkina Faso.

En Sierra Leone, la rébellion RUF exige la libération de son chef Foday Sankoh et menace de rejeter l'Accord d'Abuja que soutient

l'ONU avec 4000 militaires. Au Liberia, des voix s'élèvent pour réclamer le procès du président Charles Taylor, parrain du RUF. Au Sénégal, 18 années de rébellion armée en Casamance ont mené ce mois-ci à une rencontre de 50 minutes, sans lendemain, entre les autorités de Dakar et les Casamançais. En janvier 2000 déjà, les deux parties avaient conclu un cessez-le-feu; le conflit a fait depuis 40 autres morts et une centaine de blessés.

Les conflits en Sierra Leone et au Liberia ont déversé près de 500 000 réfugiés dans la Guinée (Conakry) voisine, où le HCR et les pays de la CEDEAO tentent de stabiliser la situation. Dans l'autre Guinée (Bissau), une crise politico-militaire a connu son épilogue fin novembre avec la mort du général Ansumane Mané, un ancien chef d'état-major qui s'était mis à la tête d'une junte défiant les autorités élues; la situation reste explosive.

En Côte d'Ivoire, l'abandon du pouvoir par le général putschiste Robert Guéi sous la pression de la rue n'a guère réglé la crise: l'exclusion du nordiste Alassane Ouattara des législatives a causé des protestations à Abidjan qui se sont soldées par une vingtaine de morts. Le pays a désormais Laurent Gbagbo pour président, mais il vit sous la menace de guerre civile et, de son village natal de Kabakouma, dans l'ouest du pays, Guéi prépare son retour avec l'aide de soldats ivoiriens et de réfugiés libériens.

Le dossier du Sahara occidental reste ouvert, 25 ans après le départ des Espagnols et l'entrée des troupes d'occupation du Maroc: l'ONU promet un référendum d'autodétermination sans cesse remis. Et en Algérie, les tueries continuent, neuf ans après que l'armée eut annulé des élections que les islamistes du FIS semblaient devoir gagner. «Elu» comme «sauveur» par l'armée, le président Abdelaziz Bouteflika voyage beaucoup et semble plus efficace à faire la paix chez les autres qu'en Algérie même. La Tunisie de Ben Ali n'affronte pas d'opposition armée, mais elle fait autant que l'Algérie pour coopter, voire étouffer, les démocrates et les opposants indépendants.

qu'à compléter des opérations de «nettoyage», rien ne laisse présager que la force permettra de résoudre le conflit.

La Russie, où persistent de nombreux problèmes structurels et la corruption et où de nombreux attentats ont fait des dizaines de morts, demeure elle-même un point chaud. L'abandon et le mauvais état de nombreux sous-marins nucléaires sont un sujet de préoccupation. Il faudra par ailleurs surveiller la réaction de la Russie aux décisions de George W. Bush relatives au système de défense antimissile, que le président américain désigné s'est engagé à développer et déployer.

Plusieurs étrangers ont été enlevés en Géorgie et bien que ces gestes n'aient pas eu de conséquences fâcheuses, les craintes d'instabilité subsistent, tout comme au Daghestan.

Au Kosovo, l'OTAN et les Nations unies n'ont pas réussi à établir une coexistence entre Albanais majoritaires et Serbes minoritaires, et l'épuration ethnique se poursuit.

Malgré l'arrestation d'environ 75 de ses dirigeants et membres l'an passé, l'ETA poursuit son combat au Pays basque et le nombre de ses victimes en l'an 2000 (vingt-trois) est le plus élevé depuis 1992. Elle a terminé l'année en envoyant, le 31 décembre, des vœux explosifs: deux bombes à Saint-Sébastien et une voiture piégée contenant 100 kilos d'explosifs à Séville.

Les propositions du gouvernement français à la Corse, qui accordent notamment à l'île le pouvoir d'adopter certaines lois à compter de 2004 et qui ont provoqué la démission du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, n'ont pas empêché les tensions. De nouvelles menaces, promettant entre autres de porter la violence jusqu'à Paris, ont été lancées au début de 2001. Le nationalisme breton est revenu dans l'actualité lorsqu'un attentat contre un restaurant McDonald's, près de Dinan, en avril dernier, a fait une victime.

En Irlande du Nord, catholiques et protestants n'arrivent plus à faire progresser leur marche vers la paix et les attaques et attentats pourraient reprendre. Le refus des factions de désarmer demeure le principal obstacle.

La Turquie est toujours aux prises avec le problème kurde, mais la prochaine grande bataille se livrera devant les cours européennes, où le leader nationaliste Abdullah Öcalan conteste sa condamnation à mort. Le jugement et la réaction de l'État turc pourraient faire partie des éléments que l'Union européenne considèrera avant d'admettre éventuellement ce pays. Par ailleurs, les attaques des forces de l'ordre contre les éléments d'extrême gauche dans 20 prisons à la fin de l'an 2000 a déjà provoqué des réactions qui risquent de s'amplifier.

Europe

Les opérations militaires de grande envergure en Tchétchénie ont fait place à une guérilla qui empêche toute reconstruction et qui pourrait durer encore longtemps, le président Vladimir Poutine, qui veut rétablir un État russe fort, ne se disant pour le moment disposé à négocier qu'à ses propres conditions. L'armée fédérale s'est enlisée et même si les autorités affirment qu'il ne reste

Une fête d'enfants avec le pape pour marquer la fin du Jubilé

d'après AFP et AP

CITE DU VATICAN — Une fête d'enfants en l'honneur de Jean-Paul II a été organisée hier après-midi au Vatican pour marquer la fin du Jubilé de l'an 2000, commencé également par une journée consacrée aux enfants.

Alors que des chœurs d'enfants du monde entier chantaient pour le pape, les Portes saintes des basiliques Saint-Paul-hors-les-murs, Sainte-Marie-Majeure et Saint-Jean-du-Latran se fermaient avec un bruit sourd, poussées par trois cardinaux « légats » du pape, le français Roger Etchegaray et les italiens Carlo Furno et Camillo Ruini.

La Porte sainte de la basilique Saint-Pierre joue les prolongations. Devant la foule des fidèles venus en masse pour franchir son seuil, le Vatican a décidé de repousser à aujourd'hui sa fermeture par Jean-Paul II, qui marquera la clôture de l'année jubilaire. La forte affluence de dernière minute « nous amène à garder la Porte ouverte jusqu'à ce que le dernier pèlerin l'ait franchie », a souligné M^{re} Crescenzo Sepe, principal responsable des activités du Jubilé. Sous une pluie froide, une foule de fidèles a fait la queue jeudi soir jusqu'à la dernière minute pour passer la Porte.

Ce matin, le souverain pontife fermera la Porte sainte de la basilique Saint-Pierre au Vatican qui restera condamnée par un mur en briques jusqu'au prochain jubilé en 2025. Une messe célébrée devant la basilique suivra la fermeture de l'ultime Porte sainte.

« L'année sainte s'est ouverte sous le signe des enfants et il était juste qu'elle se termine avec les enfants : c'est un signe positif d'espoir et un souhait concret de vie », a commenté le pape en remerciant les 6000 enfants rassemblés dans la grande salle des audiences au Vatican.

« Vous les enfants et les jeunes, vous serez demain la première génération de chrétiens adultes du troisième millénaire. Quelle grande responsabilité est la vôtre ! » s'est exclamé Jean-Paul II.



Photo REUTERS

« L'année sainte s'est ouverte sous le signe des enfants et il était juste qu'elle se termine avec les enfants : c'est un signe positif d'espoir et un souhait concret de vie », a commenté le pape Jean-Paul II en remerciant les 6000 enfants rassemblés dans la grande salle des audiences au Vatican, hier.

« Vous serez les protagonistes du prochain jubilé dans l'an 2025. À cette époque vous serez des grandes personnes et peut être aurez-vous un foyer à vous, ou alors vous aurez choisi la vie sacerdotale ou une autre mission particulière dans l'Église au service de Dieu et de vos frères », a-t-il poursuivi.

« Ayant eu la grande satisfaction d'introduire l'Église dans le troisième millénaire, je vous regarde le cœur plein d'espoir », a encore déclaré le pape.

Mots d'espoir prononcés également par les cardinaux chargés de fermer les portes saintes des trois basiliques romaines pour commenter leurs gestes.

« La Porte est à présent fermée. Nous ne devons pas essayer de regarder par les trous de la serrure, mais à travers la Porte toujours ouverte, plus que jamais grand ouverte, la Porte qui est le Christ lui-même », a en particulier déclaré le cardinal Etchegaray.

Pendant tout l'après-midi d'hier place Saint-Pierre, des dizaines de

milliers de pèlerins de la dernière heure ont fait la queue pour franchir la Porte sainte de la basilique, prêts à attendre en moyenne trois ou quatre heures avant de passer rapidement le seuil sous le contrôle de deux gardes réglant le flux des visiteurs.

Depuis que le pape l'a ouverte le 24 décembre 1999, la dernière porte à droite de la basilique a vu défiler plus de 150 pèlerins à la minute. Elle a été franchie par plus de 25 millions de personnes au total, fidèles ou pèlerins en quête d'une indulgence plénière, où simples visiteurs.

Pour pouvoir « profiter » d'une indulgence quatre conditions obligatoires devaient également être remplies : s'être confessé, avoir

communié, avoir fait une prière en suivant les recommandations papales et avoir le cœur pur.

Une cinquième condition était demandée au choix du fidèle : avoir fait un pèlerinage à Rome ou en Terre sainte, avoir fait un geste de miséricorde, avoir offert une somme destinée aux oeuvres charitables, avoir fait un geste symbolique de sacrifice, tel qu'une journée de jeûne ou même sans fumer, ou alors avoir suivi un Angelus du pape à la télévision ou simplement avoir fait le signe de croix en public.

La santé du pape

Reste la question de la santé de Jean-Paul II. Le chirurgien orthopédique qui l'a opéré à la hanche en 1994 a démenti jeudi avoir déclaré que le souverain pontife souffrait de la maladie de Parkinson. Gianfranco Fineschi a affirmé que ses propos ont été déformés dans une interview au magazine italien *Oggi*. « Je n'ai jamais parlé de la maladie de Parkinson », a-t-il assuré à l'Associated Press. « Ce pourrait être une forme neurologique qui ressemble à la maladie de Parkinson, mais je ne suis pas compétent » pour me prononcer.

Selon *Oggi*, M. Fineschi aurait déclaré au sujet du pape : « Les médicaments qu'il prend pour traiter la maladie de Parkinson, qui est la cause de ses tremblements de main, ont un impact sur son système musculaire, réduisant ses mouvements faciaux et le forçant à faire des petits pas. »

Âgé de 80 ans, Jean-Paul II se déplace et parle avec difficulté et est atteint de tremblements. Ce sont des symptômes courants de la maladie de Parkinson, mais le Vatican n'a jamais confirmé qu'il était atteint de cette affection.

ÉDUCATION PERMANENTE

Cours de langues non-crédités

Préparation à l'anglais du collégial
les samedis matins, 9h30 -13h30

Cours de conversation

• anglais

les lundis et mercredis soirs, 18h30 - 20h30
ou les samedis matins, 9h30 -13h30

• japonais

les mercredis soirs, 18h30 - 21h30 (niv. I)

• espagnol

les mardis soirs, 18h30 - 21h30 (niv. I)
ou les mercredis soirs, 18h30 - 21h30 (niv. 2)

• français

les lundis et mercredis soirs, 18h30 - 20h30
ou les samedis matins, 9h30 -13h30

Frais de scolarité: 260\$

Pour un test de classement sans frais,
s.v.p. composez le

933-5307

www.dawsoncollege.qc.ca

COLLÈGE DAWSON

4001, boul. de Maisonneuve o.
Bureau 2G.1
Montréal, QC
H3Z 3G4

Solde de janvier

C'est le temps idéal pour vous meubler en profitant de rabais très intéressants.

Jusqu'au 31 janvier 2001

FORGET MEUBLES

3505, boul. Saint-Martin Ouest
Laval (450) 687-1812

ACTION!

Les vendredis et samedis dans

La Presse

CINÉMA

Psoriasis

Hommes/Femmes

Entre 18 et 75 ans

Étude : médicament de recherche administré par injections intraveineuses dans le traitement du psoriasis

Durée : 11 à 14 mois

Conditions requises

un psoriasis de modéré à sévère

Communiquez avec

Madame Richard au (514) 521-3851
ou (514) 521-3111

2915839

2921377

Partez pour avance r

Stages internationaux pour les 18-30 ans

AGENCE QUÉBEC WALLONIE BRUXELLES POUR LA JEUNESSE

www.aqwbj.org / tél:(514) 873-4355

2916955A

Programme d'espagnol

HIVER 2001

Apprenez l'espagnol, la langue montante des affaires. Nos cours pratiques sont axés sur des situations réelles de la vie courante. Vous apprendrez vite à vous exprimer en espagnol et à vous sentir à l'aise dans vos rapports professionnels aussi bien que personnels.

Conversation – après-midi :

Du 23 janvier au 29 mars

Le mardi et le jeudi : 16 h–18 h

10 semaines (40 heures) 190 \$

Conversation – soir :

Du 23 janvier au 29 mars

Le mardi et le jeudi : 18 h–20 h

10 semaines (40 heures) 190 \$

Conversation – samedi :

Du 27 janvier au 31 mars

10 h–14 h

10 semaines (40 heures) 190 \$

Le programme d'espagnol comporte cinq niveaux. Les étudiants établissent eux-mêmes le leur en répondant à un questionnaire d'auto-évaluation.

Inscription par la poste, par télécopieur ou en personne (de 9 h à 16 h 30) avant le 16 janvier.

Frais d'inscription (non remboursables) : 15 \$

Règlement par chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Université Concordia ou par Visa, MasterCard ou carte de débit. *Comptant ou chèques personnels non acceptés.*

Renseignements :

1600, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 117
Montréal (Québec) H3H 2S7
(Métro Guy-Concordia, sortie rue Guy)
Tél. : (514) 848-3600
Téléc. : (514) 848-2806
Internet : www.concordia.ca/cont_ed
Courriel : celi@alcor.concordia.ca

UNIVERSITÉ Concordia

Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca

2918705

ckmf 94.3 énergie

La Presse

LE GRAND DÉCOMPTÉ énergie

Semaine du 6 janvier 2001

TOP 30 ANGLOPHONE

Dimanche 9h à 12h

avec Mike Gauthier et Anne-Marie Winthenshaw

1 1 STAN
Eminem

6 2 DON'T TELL ME
Madonna

3 3 WHY
Collective Soul

5 4 AGAINST ALL ODDS
Mariah Carey & Westlife

3 5 ORIGINAL PRANKSTER
The Offspring

7 6 IF I TOLD YOU THAT
W. Houston & G. Michael

4 7 BOHEMIAN LIKE YOU
The Dandy Warhols

9 8 EVERYWHERE I GO
Shawn Mullins

10 9 BABYLON
David Gray

13 10 INDEPENDENT WOMAN
Destiny's Child

12 11 I'M LIKE A BIRD
Nelly Furtado

14 12 AM RADIO
Everclear

8 13 SHAPE OF MY HEART
Backstreet Boys

11 14 LADY (HEAR ME TONIGHT)
Modjo

17 15 DIAMOND LIGHT BOOGIE
Cherry Poppin' Daddy

18 16 WALK ON
U2

19 17 LOVE DON'T COST A THING
Jennifer Lopez

15 18 AGAIN
Lenny Kravitz

21 19 THE CALL
Backstreet Boys

16 20 MINORITY
Green Day

22 21 JUST ANOTHER PHASE
The Moffats

23 22 ROAD TRIPPIN'
Red Hot Chili Peppers

24 23 ONE MORE TIME
Daft Punk

25 24 I'VE GOT YOU
Dido

26 25 IN REPAIR
Our Lady Peace

27 26 WALKING WOUNDED
Tea Party

29 27 KIDS
Kylie Minogue & Robbie Williams

30 28 ANGEL
Lionel Richie

29 29 M.S. JACKSON
Outkast

30 30 YOU MAKE ME SICK
Pink

TOP 20 FRANCOPHONE

Dimanche 18h à 19h

avec Nadia Bilodeau

1 1 LA DESTÉE
Daniel Boucher

3 2 SUPERHERO
Sky

5 3 AVEC MES PEINES
France D'Amour

6 4 SUPREME
Robbie Williams

2 5 SEUL
Garou

8 6 ET C'EST
Gabrielle Destroismaisons

4 7 DANS LES YEUX
Sylvain Cossette

11 8 LADY MARLEADE
Luck Mervil

7 9 COMMANDO
Vanessa Paradis

14 10 SALUT MON CHUM
Marc Dery

12 11 CŒUR FIDÈLE
Luce Dufault

13 12 ALICE
FFF

9 13 MOI... LOLITA
ALIZÉE

16 14 TERRIFIÉ
See Spot Run

17 15 SOUVIENS-TOI
Les Respectables

18 16 PARLE-MOI
Isabelle Boulay

10 17 TANT DE MOTS
Mario Pelchat

20 18 M'ENTENDS-TU
Richard Séguin

21 19 DÉFORMÉ
Popmécanic

22 20 REBARBATIVES?
Stélie Shock

Consultez le site internet de Radio Énergie au

www.radioenergie.com

pour écouter le Grand Décompte

Énergie en «real audio».

2921207

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

6 février 2001

Page B8 manquante